

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°594 – 25 juillet 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Publication du rapport sur les **conditions de banque dans l'UEMOA** en 2024 par la BCEAO

La BCEAO a récemment publié [son rapport sur les conditions des banques dans l'UEMOA en 2024](#). Dans un contexte d'activité soutenue, l'offre de crédit bancaire a poursuivi sa progression en 2024. Le volume de prêts mis en place a augmenté de 9,8 % pour atteindre 21 831,2 Mds FCFA (33,3 Mds EUR). Les personnes morales ont représenté 88 % des crédits accordés (+1 pp), dont 52 % ont été alloués aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME, +3 pp). Les femmes représentent 18 % des prêts distribués aux personnes physiques. Le taux débiteur moyen s'est légèrement replié à 6,76 % (-2 pdb, après une hausse de 30 pdb en 2023), porté par la baisse des taux sur les crédits immobiliers et à l'équipement. Les administrations publiques ont bénéficié de conditions de crédit plus favorables, notamment un taux moyen de 5,52 %, contre 8,88 % pour les ménages. Le taux moyen appliqué aux grandes entreprises (6,06 %) reste inférieur à celui observé pour les MPME (7,07 %). Les nouveaux dépôts à terme ont augmenté de 11,6 %, à 10 695,8 Mds FCFA (16,3 Mds EUR), avec une rémunération moyenne de 5,30 %.

Le chiffre à retenir

+9,8 %

La hausse du volume de prêts mis en place dans l'UEMOA en 2024 qui a atteint 33,3 Mds EUR.

9 M USD de la BAfD pour l'adaptation des chaînes de valeur rizicoles au climat

Le 17 juillet 2025, le Conseil d'Administration du Fonds Africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), [a approuvé](#) un don de 9,4 M USD au Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) afin de renforcer l'adaptation des chaînes de valeur rizicoles au changement climatique en Afrique de l'Ouest. Financé via le Guichet d'action climatique, le projet vise à promouvoir des pratiques agricoles résilientes, fournir des semences adaptées, former les acteurs de la filière riz et équiper 65 PME. Il bénéficiera à 11 000 producteurs, dont près de 45 % de femmes, et générera 47 000 emplois. Le projet renforcera également l'accès aux services climatiques et aux systèmes d'alerte précoce via une plateforme numérique et de radiodiffusion, et l'installation de 4 stations météorologiques automatiques par pays.



Lancement d'une plateforme digitale d'appel public à l'épargne au sein de l'UEMOA

Le Dépositaire central/Banque de règlement (DC/BR) de l'UEMOA [a lancé](#), avec le soutien de la Banque africaine de développement, la plateforme digitale DIGIAPE destinée aux opérations d'appel public à l'épargne. Financé à hauteur de 400 000 USD par le Fonds fiduciaire pour le développement des marchés de capitaux, ce nouvel outil vise à automatiser les souscriptions sur le marché primaire, réduisant les délais de règlement et améliorant la transparence et la sécurité. DIGIAPE permet une attribution en temps réel des titres à la clôture des opérations, renforçant ainsi l'attractivité du marché financier régional. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de transformation numérique destinée à rendre les marchés de capitaux ouest-africains plus compétitifs, inclusifs et fiables pour les investisseurs, tout en renforçant les capacités des acteurs locaux.

Bénin

La Banque mondiale publie la 3^e édition de son rapport de sur les perspectives économiques

D'après 3^e édition du [Rapport](#) sur les Perspectives économiques du Bénin publié par la Banque mondiale, la croissance économique a atteint 7,5% en 2024, son niveau le plus élevé depuis plus de 20 ans, porté par les secteurs des services et de l'industrie. Cette dynamique aurait permis de faire reculer la pauvreté de 33,2 % en 2023 à 31 % en 2024. Par ailleurs, le pays poursuit sa transformation économique, notamment avec le développement de la zone industrielle de Glo-Djigbé, et devrait enregistrer un taux de croissance de 7,1% en moyenne sur 2025-2027. La mobilisation des recettes fiscales, en hausse constante depuis 2016, sont passées de 9,2 % du PIB à 13,2% du PIB en 2024. Pour maintenir cette dynamique, le rapport

recommande de renforcer la fiscalité progressive ainsi que le ciblage des dépenses sociales. Ces mesures pourraient sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté chaque année toute en soutenant la stabilité macroéconomique.

Burkina Faso

Signature d'un PPP avec Gutami pour une centrale solaire de 150 MW

Le 15 juillet 2025, le groupe hollandais Gutami, avec son partenaire local, [ont signé](#) un accord partenariat public-privé avec l'État burkinabè et un contrat d'achat d'électricité avec la SONABEL. Le partenariat porte sur un projet de centrale solaire de 150 MW, assorti d'un système de stockage de 50 MW. Prévu pour entrer en service fin 2027, ce projet devrait nécessiter un investissement de plus de 100 M EUR et permettre de renforcer la fiabilité du réseau électrique national, tout en réduisant la dépendance aux énergies fossiles.

La Sonabhy souhaite lever 30 Mds FCFA sur le marché régional

La Sonabhy, société nationale burkinabè des hydrocarbures, [a obtenu](#) l'aval de l'État pour lever 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) sur le marché financier régional de l'UEMOA via une opération de titrisation de créances. Cette opération, ouverte à la souscription du 21 juillet au 19 septembre 2025, vise à financer de nouvelles capacités de stockage d'hydrocarbures, permettant ainsi d'assurer la sécurité énergétique du pays en cas de pénurie, de retards d'importation ou encore de faire face aux fluctuations des prix mondiaux. L'émission porte sur 3 M d'obligations au prix unitaire de 10 000 FCFA (15,2 EUR), pour une maturité de 6 ans, au taux d'intérêt annuel de 8,1 %.



Cap-Vert

Un taux de croissance économique de 3,7 % en g.a au 1^{er} trimestre 2025

Selon l'Institut national de la statistique (INE), le PIB en termes réels [a progressé](#) de 3,7% en glissement annuel (g.a) au 1^{er} trimestre 2025. Cette performance est principalement tirée par l'agriculture (+25,7 % en g.a), la construction (+15,7 % en g.a), les transports (+6,3 % en g.a) et l'hébergement-restauration (+4,7 % en g.a). En revanche, un recul est noté dans des secteurs clés tels que le commerce (-7,4 % en g.a) et l'industrie manufacturière (-3,2 % en g.a). Du côté de la demande, la croissance a été principalement soutenue par la consommation (+1,3 % en g.a) et l'investissement (+6,1 % en g.a). A noter toutefois le repli des exportations et des importations, respectivement de 7,3 % et 6,4 % en g.a.

Côte d'Ivoire

Lancement d'un système de facture normalisée électronique pour renforcer les recettes fiscales

Le 21 juillet 2025, la Direction générale des impôts de Côte d'Ivoire [a lancé](#) le système de Facture normalisée électronique (FNE), dans le cadre de sa stratégie de digitalisation et de modernisation. Cet outil vise à améliorer la traçabilité des transactions commerciales, à renforcer la transparence et à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. La FNE devrait contribuer à l'élargissement de l'assiette fiscale et à l'augmentation progressive des recettes intérieures, en lien avec les engagements du pays dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI. Accessible aux entreprises, le système prévoit une édition simplifiée et automatisée des factures. Le déploiement de la FNE s'inscrit dans la stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme

2024–2028, élaborée par le ministère des Finances et du Budget.

115,7 M EUR pour le désenclavement des zones agricoles et transfrontalières

La Banque africaine de développement [a approuvé](#) un prêt de 115,7 M EUR pour la phase 2 du Programme de désenclavement des zones transfrontalières et agricoles en Côte d'Ivoire. Ce financement vise à améliorer les infrastructures routières des corridors stratégiques Danané-Gbeunta (vers la frontière avec le Libéria) et Zuenoula-Kongasso-Mankono, ainsi que les voiries urbaines associées. L'objectif est de connecter les zones agricoles isolées aux marchés, de renforcer les chaînes de valeur rurales et d'accroître le commerce transfrontalier avec le Ghana et le Libéria. En parallèle, le projet développera les infrastructures de transformation, de stockage et de commercialisation des produits agricoles. Il créera des emplois pour les jeunes et les femmes, tout en consolidant la sécurité dans les zones frontalières.

Guinée

Fermeture de plusieurs unités de production d'eau non-conformes

Le ministère du Commerce, de l'Industrie et des PME [a entamé](#) une campagne ciblant la fermeture de [1 724 unités industrielles de production d'eau](#) jugées non conformes aux normes sanitaires, sur un total de 3 100 identifiées dans le pays. Cette mesure, annoncée par la ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME, vise à protéger les consommateurs et structurer durablement un secteur essentiel. Il s'agit de la première étape d'un processus progressif de mise en conformité, reposant sur « l'accompagnement et la responsabilité partagée des acteurs du secteur. Cette décision, saluée par [l'Union des consommateurs de Guinée](#), intervient après



plusieurs alertes sur la qualité de certaines eaux vendues dans le pays. Cependant, la fermeture de ces unités suscite des interrogations sur l'impact économique et l'emploi.

Guinée-Bissau

15e Sommet de la Communauté des pays de langue portugaise à Bissau

Lors du [15e Sommet de la Communauté des pays de langue portugaise \(CPLP\)](#), tenu du 15 au 18 juillet 2025 à Bissau, le Pacte lusophone a été mis en avant comme un levier stratégique pour mobiliser les investissements privés au service du développement économique durable des pays africains lusophones. Initiative de la Banque africaine de développement, en partenariat avec le Portugal et le Brésil, le Pacte soutient les investissements du secteur privé dans les six pays lusophones d'Afrique : Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe et Guinée équatoriale. Il promeut le développement inclusif, le financement mixte, l'assistance technique, la résilience économique et l'intégration régionale. Des outils de financement ont été présentés lors du sommet, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la technologie et de la durabilité. Le projet éolien public-privé Cabeólica au Cap-Vert a été cité comme exemple de succès.

Libéria

17,8 M USD pour le lancement d'une banque d'investissement pour la jeunesse

Le 23 juillet 2025, le Liberia [a lancé](#) la Youth Entrepreneurship Investment Bank (YEIB), en partenariat avec le Groupe de la Banque africaine de développement. Dotée d'un financement initial de 17,8 M USD (dont 15,9 M de la BAFD), cette initiative vise à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes dans un pays où

plus de 70 % de la population a moins de 35 ans. YEIB agira via trois véhicules financiers : un fonds d'action en phase de démarrage, un fonds d'assistance technique et un fonds de garantie de crédit. L'objectif est de soutenir 6 000 entreprises, créer 120 000 emplois et mobiliser jusqu'à 500 M USD de financements additionnels. Le projet ciblera des secteurs clés tels que l'agroalimentaire, les services numériques, l'exploitation minière et le tourisme. La YEIB sera gérée par une entité privée et s'inscrit dans la stratégie de transformation économique du pays, notamment dans le cadre de l'Agenda ARREST.

Mali

Adoption du projet de ratification d'un accord avec la BM pour renforcer les infrastructures routières

Le 23 juillet 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) des projets de textes relatifs à la ratification de l'accord de financement signé avec l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale (BM) pour le Projet d'amélioration de la connectivité et de la résilience des infrastructures routières. L'accord, signé à Bamako le 21 juillet dernier, porte sur un prêt de 133,4 Mds FCFA (203,3 M EUR) destiné à renforcer les infrastructures de transport du pays. Le projet comprend notamment la construction de la route Sandaré-Diéma, l'aménagement de 200 km de routes rurales, la réhabilitation d'infrastructures sociales telles que des écoles et centres de santé, ainsi que des études pour la réhabilitation du tronçon Douentza-Gao. L'initiative vise à améliorer la connectivité des corridors stratégiques et à renforcer la résilience climatique des infrastructures.



Niger

L'Indice des prix à la consommation en baisse de 7,7 % en g.a en juin 2025

Selon [l'Institut National de la Statistique](#) (INS), le taux d'inflation en glissement annuel (g.a) continue de s'inscrire en zone négative, s'établissant à -7,7 % en juin 2025, contre -3,8 % le mois précédent. Ce niveau d'inflation est imputable principalement à la baisse en g.a des prix des produits alimentaires (-9,3 %), dont les céréales (-28,8 %), ainsi que ceux des restaurants et services d'hébergement (-18,7 %) et de l'information et communication (-10,6 %). A noter toutefois la hausse des prix des catégories "loisirs, sports et culture" (+5,3 %), "vêtements et chaussures" (+2,4 %) et "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+2,3 %). Par ailleurs, en moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à +3,6% en juin 2025.

Sénégal

L'Etat renégocie le contrat pour la réalisation de l'usine de dessalement de la Grande côte

Le 17 juillet 2025, l'Etat du Sénégal via la SONES (société nationale d'exploitation des eaux du Sénégal) et l'entreprise saoudienne Acwa Power [ont signé le contrat](#) renégocié relatif à la construction de l'usine de dessalement d'eau de mer de la Grande côte. Ce nouvel accord prévoit notamment une baisse de 8,7 % du tarif initial de l'eau dessalée, une réduction de la charge locative annuelle supportée par l'Etat, un doublement de la capacité solaire installée (portée à 300 MW) ainsi qu'un renforcement du financement concessionnel (de 30% à 50%). La renégociation de cet accord, à la suite de la suspension du premier signé en mars 2024 avec l'ancien gouvernement, s'inscrit dans la dynamique engagée par les nouvelles autorités visant à réexaminer les contrats dans les secteurs stratégiques. D'une capacité

prévisionnelle de 400 000 m³ par jour, la nouvelle usine de dessalement, deuxième du pays après celle des Mamelles (en cours de construction), permettra de couvrir les besoins en eau des populations de Dakar, Thiès et Mbour, représentant près de 80% des besoins urbains du pays.

CFAO Consumer cède un réseau de 8 magasins au groupe EDK

CFAO Consumer, filiale du groupe français CFAO spécialisée dans la distribution de produits alimentaires en Afrique de l'Ouest, [a annoncé](#) le 23 juillet 2025 la cession de 8 magasins au Sénégal au groupe sénégalais EDK, propriétaire du réseau de l'enseigne Lowprice. La transaction porte notamment sur 5 magasins Supeco et 3 supermarchés Carrefour Market. CFAO conserve toutefois son centre commercial de Saly, qui abrite plusieurs activités commerciales, notamment un magasin Carrefour Market. D'après le communiqué, le groupe CFAO précise rester actif au Sénégal, où il poursuit le développement de ses activités dans la mobilité, la santé et les énergies renouvelables.

La redevance annuelle de Canal+ revue à la hausse (+60%) par les autorités

La redevance annuelle de Canal+, jusqu'ici fixée à un montant forfaitaire de 75 M FCFA (114,3 KEUR) est désormais calculée à hauteur de 9% de son chiffre d'affaires. Pour 2024, le montant de la redevance [serait ainsi porté](#) à 4,5 Mds FCFA (environ 6,9 M EUR). Annoncée en août 2024 et désormais entérinée par les autorités, cette mesure viserait à rétablir une plus grande équité fiscale dans un secteur en forte croissance, mais dont les revenus restent limités. De son côté, Canal+ a annoncé une hausse de ses tarifs de 10 % à compter du 1^{er} juillet, tout en affirmant vouloir maintenir la qualité de ses services et soutenir la création audiovisuelle locale.



Togo

L'aéroport de Lomé se dote de 2 nouveaux parkings pour avions

L'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) a [renforcé](#) sa capacité de stationnement d'appareils avec l'inauguration, le 16 juillet dernier, de deux nouveaux parkings pour avions gros porteurs. Cette infrastructure, réalisée par la société chinoise Witek pour un [coût global](#) de 6,5 M USD, permettra d'améliorer la fluidité des opérations au sol et d'accueillir davantage de vols commerciaux, accroissant ainsi la connectivité régionale et l'attractivité de la capitale. Pour rappel, l'aéroport de Lomé [a enregistré](#) 1,5 million de passagers en 2024, soit une augmentation de 6,2% par rapport à 2023.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens de nos dernières publications régionales.

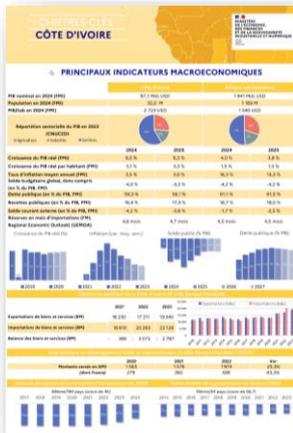
Bulletin économique de l'Afrique de l'ouest (BEAO)



[Édition du BEAO de juillet 2025](#)

[Édition du BEAO d'avril 2025](#)

Chiffres clés



[Bénin](#)

[Burkina Faso](#)

[Cap-Vert](#)

[Côte d'Ivoire](#)

[Gambie](#)

[Guinée](#)

[Guinée-Bissau](#)

[Libéria](#)

[Mali](#)

[Mauritanie](#)

[Niger](#)

[Sénégal](#)

[Sierra Leone](#)

[Togo](#)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)